

*Huile et pétrole*

bill, en disant qu'il y aura augmentation graduelle du prix du pétrole jusqu'à concurrence du prix en vigueur sur le marché mondial. Il faut bien montrer que le consommateur va devoir nécessairement payer plus cher, que le prix du pétrole se rapprochera graduellement du prix mondial et dire précisément à quel moment cela se produira.

Si vous le permettez, voyons maintenant quelles sont, à court terme, nos possibilités énergétiques. Lorsque M. Lougheed, premier ministre de l'Alberta, la plus grande province productrice de pétrole, déclare, après s'être entretenu avec le premier ministre, qu'il appréhende une pénurie de ressources énergétiques au Canada dans dix ans, il ne faut pas prendre ses propos à la légère. D'autres membres de l'industrie pétrolière prévoient une diminution progressive de la production à la fin de la présente décennie. On a souvent dit que les plus récentes données sur la production des gisements pétrolifères exploités à plein rendement, et elles sont les mêmes depuis un an et demi, donnent une perspective guère réjouissante.

Il est vraisemblable que d'ici 1983, la production canadienne ne pourra approvisionner que les régions du Canada desservies depuis toujours, c'est-à-dire à l'ouest de la vallée de l'Outaouais. Cet état de fait aurait une profonde incidence sur la balance des paiements du Canada, vraisemblablement de plusieurs milliards de dollars, d'ici 1983 ou 1984.

On estime qu'au cours de la deuxième moitié des années 1980, la production canadienne sera de nouveau supérieure aux besoins du marché domestique traditionnel. On considère généralement que, même si nous suspendons nos exportations, nous ne prolongerons que de trois ou quatre ans la possibilité de combler tous les besoins. Pour suspendre les exportations, il nous faudrait en compenser les répercussions sur notre commerce extérieur et sur l'ensemble de nos relations avec les États-Unis, ainsi sur les revenus tirés par les provinces productrices de leurs industries de services. Il faudrait que nous tenions compte du fait que les recettes des exportations permettent le financement d'activités à venir.

Nous nous sommes laissés bercer par l'idée que les sables bitumineux recelaient un potentiel illimité d'énergie à bon marché, mais tout laisse à penser que leur mise en valeur prendra beaucoup de temps. On estime qu'il n'est pas possible de réaliser sur les sables bitumineux plus d'une usine d'une capacité de 100,000 barils par jour tous les deux ans. Le président d'une compagnie pétrolière a déclaré qu'il était peu vraisemblable de construire sur les sables bitumineux de l'Athabasca plus d'une usine importante tous les deux ans.

Une grande usine actuellement en construction doit commencer à produire 125,000 barils de pétrole brut synthétique par jour en 1977. Le président de cette compagnie a déclaré que le consommateur saurait que l'époque de l'énergie à gogo a pris fin lorsque le prix du pétrole et des autres formes d'énergie serait fixé en fonction du marché.

On a généralement estimé que les compagnies pétrolières avaient eu des revenus trop importants ou réalisés des profits excessifs. Il vaudrait certainement mieux trouver un moyen de taxer les bénéfices lorsque les prix augmentent, surtout s'ils sont trop élevés dans le contexte actuel, et de limiter ainsi les bénéfices des compagnies en enravant la hausse des prix.

Nous discutons maintenant de la prolongation du pipeline jusqu'à Montréal. A mon avis, ce n'est pas le moment d'en parler. Il est clair que la compagnie Interprovincial Pipeline n'envisage pas ce projet de gaieté de cœur. De fait, la Interprovincial Pipeline semble trouver nécessaire

d'avoir d'autres garanties du gouvernement avant de se lancer dans cette opération. S'il faut en croire ses déclarations publiques, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources estime que le tarif appliqué à tous les clients qui se trouvent le long du pipe-line interprovincial entre Edmonton, Toronto et Montréal sera révisé et que, finalement, il vaudrait mieux construire un pipe-line d'une capacité quotidienne supplémentaire de 250,000 barils, qu'il y ait ou non du pétrole. Autrement dit, l'industrie pétrolière n'est pas absolument assurée qu'il aura du pétrole à acheminer dans le pipe-line.

● (2050)

La prolongation du pipe-line jusqu'à Montréal, dont le marché est actuellement desservi par du pétrole brut étranger, est essentielle à la politique d'indépendance annoncée après l'embargo sur le pétrole. Montréal reçoit son pétrole principalement du Venezuela, tandis que les Maritimes sont desservies par le Moyen Orient. Une capacité de deux-cent cinquante milles barils par jour serait loin de suffire aux besoins de l'Est.

Un autre facteur plus important est que l'Interprovincial entretient des doutes sérieux quant à l'approvisionnement en pétrole pendant une période de 20 ans. L'Interprovincial se demande si on ne voit pas déjà la fin de nos ressources.

Et qu'en est-il des sables bitumineux? Shell Explorer, filiale canadienne d'American Shell, veut se débarrasser de sa moitié de la société Shell Canada Tar Sands Development parce qu'elle ne croit pas pouvoir atteindre un taux de profit acceptable sur les 500 millions de dollars qu'elle devrait investir. Ces doutes lui viennent du contrôle plus étroit que le gouvernement exerce sur l'industrie pétrolière, ce qu'ont fait ressortir différents événements comme le conflit fédéral-provincial en matière fiscale et l'adoption d'une politique d'autonomie.

Il pourrait sembler à ceux qui veulent que les Canadiens possèdent leur propre industrie pétrolière que ce soit là une excellente occasion pour Shell Explorer de vendre ses actions à quelque compagnie canadienne, mais un montant de 500 millions de dollars n'est pas un mince investissement pour le Canada à l'heure actuelle.

Cette situation a souvent fait la manchette dans les journaux. On y fait état, par exemple, du nombre important d'équipes de forage qui partent du Canada. Cela montre bien ce qui s'est passé dans l'industrie de la prospection. Les activités de forage ont baissé de 10 p. 100 comparativement à 1973 et la réduction la plus importante s'est faite en Saskatchewan alors même que le forage aurait dû y prendre de l'ampleur. La production de la Saskatchewan a aussi baissé de 73,000 barils par jour par rapport à l'an dernier. M. J. G. Wotherspoon, sous-ministre des Mines de la Saskatchewan, a déclaré que le pétrole brut moyen se vend beaucoup trop cher pour le marché américain et ce, à cause de la taxe à l'exportation, monsieur l'Orateur.

La production albertaine a diminué de 200,000 barils. Cette diminution vient de ce que les Américains se refusent à payer en entier la taxe à l'exportation. Malheureusement, ce sont les pétroles bruts qui forment la majorité de nos réserves, les bruts lourds de l'Alberta et de la Saskatchewan, qui en ont été le plus touchés.

La question du pipe-line de Montréal devrait être réexaminée. L'hiver dernier, l'industrie a constaté qu'elle pouvait acheminer un quart de million de barils par jour vers l'Est du Canada par le canal de Panama et par les Grands Lacs. C'est là une solution à envisager pour l'avenir, car